

Schiappa s'oppose à l'allongement de l'IVG jusqu'à quatorze semaines

Article rédigé par *Le Figaro*, le 08 octobre 2020

Source [Le Figaro] La ministre en charge de la Citoyenneté, et ancienne secrétaire d'État à l'Égalité entre les femmes et les hommes, estime que «l'urgence» est avant tout d'avoir un meilleur «maillage territorial» pour le recours à l'IVG.

Zone de turbulences en vue pour le gouvernement et la majorité. À l'occasion de sa niche parlementaire, le groupe «Écologie, Démocratie, Solidarité» (EDS) a mis ce jeudi 8 octobre à l'ordre du jour une proposition de loi pour [allonger le recours à l'IVG](#) «jusqu'à la fin de la quatorzième semaine de grossesse (au lieu de douze aujourd'hui, NDLR)». La mesure, par nature inflammable, divise les macronistes. Alors que l'Élysée et Matignon ont fait part de leur désaccord, déplorant notamment un manque de «concertation», de nombreux députés LREM entendent bien approuver la mesure.

Marlène Schiappa, la ministre en charge de la Citoyenneté, et surtout ancienne secrétaire d'État à l'Égalité Femmes-Hommes, était interrogée sur le sujet jeudi matin par [CNEWS](#). Elle a, elle aussi, fait part de son opposition. «*Je comprends qu'on veuille entendre les femmes qui disent 'Je suis dans une détresse absolue et je veux avoir recours à l'IVG dans mon pays'. Maintenant, je pense qu'on répond un tout petit peu à côté*», a jugé Marlène Schiappa. La ministre estime qu'il faudrait surtout lutter contre les inégalités territoriales qui différencient le recours à l'IVG. «*Pourquoi on en arrive dans la situation où des femmes sont à quatorze semaines de grossesse et veulent avoir recours à l'IVG ? Ce n'est pas parce qu'elles ont attendu quatorze semaines. Dans l'immense majorité des cas, c'est parce que quand elles se sont aperçues qu'elles étaient enceintes et qu'elles n'ont pas trouvé de rendez-vous dans l'immédiat*», a assuré la ministre.

Retrouvez l'intégralité de l'article [en cliquant ici](#)